

## Décoder le discours mythique Une étude de cas : le blocage de la E40

Renaud Maes

La démarche de recherche en éducation populaire est souvent confrontée à une difficulté : comment appréhender le discours de pouvoir et ses effets ? En effet, il semble indispensable de s'y confronter pour identifier sinon les possibilités de transformation sociale, au moins les outils permettant de « faire prise » face à ce discours. Or nous sommes généralement amenés à croire que le discours de pouvoir est autosuffisant, qu'il a en lui-même une puissance « magique », qu'il « fait des choses avec les mots », pour reprendre la formule d'Austin<sup>1</sup>. Nous en venons à nous méfier du vocabulaire, à porter notre attention sur *la manière de dire*, persuadés qu'elle amène forcément une *manière de faire* : il faudrait cesser d'utiliser « utilité », « capital », « potentiel », « gouvernement », « gestion ». Or toute la magie du discours de pouvoir est de recycler sans cesse les mots et les concepts qu'ils désignent, d'en faire dévier la signification... Sans qu'il n'existe de limite à la récupération.

Doit-on vraiment renoncer à « *empowerment* », mot dérobé aux mouvements américains des années 60 pour mieux le couler dans le discours managérial à l'occasion de la grande récupération de la « critique artiste » héritée notamment de Mai 68<sup>2</sup> par les idéologues néolibéraux ? Doit-on dès à présent trouver un nouveau terme que « *participation* », largement galvaudé par les politiques dites « participatives » mises en place par le blairisme, consistant à demander aux citoyen-ne-s d'organiser elles et eux-mêmes la disparition des institutions étatiques échappant « un peu trop » aux logiques néolibérales ?

Si certains mots de vocabulaire s'imposent en véhiculant avec eux toute une *logique* qui amène à du « *faire* », à une action pratique particulière, croire qu'ils se suffisent à eux-mêmes pour changer complètement l'organisation du monde social revient à donner foi à une « magie du langage » rendant souvent la critique sociale inefficace, en ce qu'elle s'attarde sur un symptôme et non sur les racines profondes des transformations du monde social. Dans *L'idéologie allemande*, Marx ironisait ainsi au sujet des jeunes hégéliens<sup>3</sup> :

---

<sup>1</sup> J. L. Austin, *How to do things with Words: The William James Lectures delivered at Harvard University in 1955*, Oxford, Urmson, 1962.

<sup>2</sup> L. Boltanski & E. Chiapello, *Le Nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.

<sup>3</sup> Philosophes allemands du XIXe siècle qui s'inspirent des théories du célèbre philosophe Georg Wilhelm Friedrich Hegel (1770-1831), tout en critiquant la dimension « conservatrice » des travaux d'Hegel – dont une partie d'entre eux furent les élèves. Parmi les plus célèbres des « jeunes hégéliens » (aussi appelés « hégéliens de gauche », citons Max Stirner (1806-1856) dont la lecture radicale de l'aliénation eut une influence forte et durable sur les milieux anarchistes, Bruno Bauer (1809-1882) surtout connu pour avoir proposé la thèse que Jésus devait être considéré comme un mythe sorti de l'imaginaire de Saint Marc – dont il considérait l'évangile comme étant le seul texte original de la Bible, David Strauss (1808-1874) connu pour son étude de Jésus comme « individu historique », suggérant qu'il n'était pas un être divin, et Ludwig Feuerbach (1804-1872) qui formula le premier des hypothèses concernant une « approche matérialiste de l'histoire » qui servirent de fondement au développement du matérialisme historique de Marx et Engels. Marx fut d'ailleurs proche de ce groupe, dont il prit cependant des distances lorsque Feuerbach lui-même s'en éloigna, avant de rompre

En dépit de leurs phrases pompeuses, qui soi-disant « bouleversent le monde » les idéologues de l'école jeune-hégélienne sont les plus grands conservateurs. Les plus jeunes d'entre eux ont trouvé l'expression exacte pour qualifier leur activité, lorsqu'ils affirment qu'ils luttent uniquement contre une « phraséologie »<sup>4</sup>. Ils oublient seulement qu'eux-mêmes n'opposent rien qu'une phraséologie à cette phraséologie et qu'ils ne luttent pas le moins du monde contre le monde qui existe réellement, en se battant uniquement contre la phraséologie de ce monde.

Nous tenterons ici d'éviter cette illusion phraséologique, que Pierre Bourdieu appelle « l'illusion du *lector* » et qui consiste à « vivre les révolutions dans l'ordre des mots comme des révolutions radicales dans l'ordre des choses »<sup>5</sup>.

Cette précaution étant posée, il n'en reste pas moins indispensable d'interroger les effets de pouvoir liés à ces discours : l'analyse critique doit dès lors moins se focaliser sur un terme, sur une image... en un mot, sur la forme... que sur la signification, sur la genèse de celle-ci et surtout, sur les rapports de force sous-jacents à cette genèse. Bref, reconnecter le concept aux réalités.

*Notre hypothèse est que pour opérer cette reconnexion, un outil puissant est l'analyse sémiologique des « mythes », c'est-à-dire la déconstruction du processus de « naturalisation » d'un concept au travers d'une forme, en revenant aux racines de ce processus. Cette analyse entend montrer la force et les limites de cette hypothèse, au travers d'une étude de cas menée avec les travailleuses et travailleurs de Lire & Écrire participant à un atelier consacré à « l'idéologie mobilière ».*

### **Le blocage de la E40 ou ces syndicalistes qui tuent les touristes**

Le « blocage de la E40 » c'est-à-dire l'interruption du trafic autoroutier par des syndicalistes de la FGTB, dans le cadre d'une série d'actions syndicales, a occupé une large plage du discours médiatique durant le mois d'octobre 2015. Comment analyser cet « engouement » des médias pour cet événement ? Comment comprendre les réactions diverses ? Comment analyser le décès d'une touriste danoise survenu pendant ce blocage ?

L'analyse des discours médiatiques autour de cet accident permet d'établir la table 1 – inspirée de l'analyse « mythologique » de Roland Barthes<sup>6</sup>, mettant en exergue le processus d'émergence du mythe. Systématiquement en effet, le « blocage de la E40 » est évoqué en étroite association avec le décès de la touriste danoise, si bien que l'on peut se référer à ce « blocage » sans même avoir à préciser encore la conséquence : elle est immédiatement signifiée par l'évocation de l'événement. Le blocage de la E40, qui devient dans le discours médiatique un « exemple paradigmatique » de l'action syndicale, revient alors à une forme d'assassinat délibéré par des syndicalistes d'une pauvre touriste danoise.

D'elle, on ne sait d'ailleurs que peu de choses : « touriste danoise », donc figure par excellence de « l'externe » aux enjeux d'un conflit lié aux réalités nationales belges, elle a été victime d'une rupture d'anévrisme et eût pu, nous apprend-on, être sauvée si les soins avaient été plus rapides. On ne

---

violemment en publiant une série d'attaques en règle contre ces philosophes (« la Sainte famille », « l'idéologie allemande » - dont est tiré cet extrait).

<sup>4</sup> Le traducteur a choisi de traduire le mot allemand original « Phrasen » (phrases) utilisé par Marx par « phraséologie » pour mieux rendre l'ironie de Marx : le mot vient du latin renaissant *phraseologia*, qui prend en Français le sens d'étude (suffixe *-logia*, -λογία) des textes (au sens du style des phrases, *phrasis*, φράσις), mais aussi, surtout à la fin du XVIIIe siècle de « style ampoulé », de « langage prétentieux et inutilement compliqué ».

<sup>5</sup> P. Bourdieu, *Méditations pascaliennes*, « Points », Paris : Le Seuil, 2003, (1ere ed. 1997), p. 11.

<sup>6</sup> R. Barthes, *Mythologies*, Paris, le Seuil, p. 187

connaît pas les antécédents médicaux, on ne sait rien de ce qui a pu provoquer cette rupture d'anévrisme. On la sait « touriste danoise », donc potentiellement une alliée dans le processus de « redynamisation économique wallonne » par le tourisme - les danois sont riches -, on l'imagine intéressée par la région liégeoise, elle est finalement naïve et potentiellement sympathique : sa mort résonne comme une forme de sacrifice humain sur « l'autel de l'action syndicale », et voilà les éditorialistes de pointer un doigt rageur vers les syndicalistes qui l'ont donc (potentiellement, mais rien que poser la question de cette potentialité implique une suspicion) assassinée, en empêchant un chirurgien de passer rapidement un barrage « non-prévu » sur l'autoroute.

<i>Signifiant</i> Le blocage de la E40 par des syndicalistes	<i>Signifié</i> Le décès d'une touriste danoise	
<i>Signe/Signifiant</i> Le blocage de la E40, exemple paradigmatique de l'action syndicale, a entraîné le décès d'une touriste danoise.		<i>Signifié</i> Droit à la mobilité des travailleurs
<i>Signe</i> Le blocage de la E40 est une attaque violente (ayant entraîné un décès) contre le "droit à la mobilité des travailleurs"		

Table 1 – Analyse du mythe du « blocage de la E40 »

La victime danoise devient alors finalement une figure de martyr, symbolisant la lutte pour le droit à la mobilité des travailleurs contre « l'oppression syndicale », dans un renversement permis par la dramatisation médiatique, par ce *storytelling* permettant de désigner des coupables à ce qui ressemble avant tout à une conséquence assez probable d'une rupture d'anévrisme (dans laquelle pour le coup, les syndicalistes n'ont pas joué de rôle déterminant) : le discours sur le « blocage de la E40 » prend alors la forme d'un plaidoyer au respect du « droit à la mobilité », c'est-à-dire à la lutte contre la grève, qui a pour objet justement de figer l'activité d'une entreprise, d'une région ou d'un pays. La grève est par essence une tentative de figer la production, de stopper les flux de marchandises, de ralentir au maximum la machine économique. Elle est donc forcément opposée à la « mobilité » vue comme aboutissement désirable de toute l'organisation sociétale.

### Le discours de pouvoir et ses effets de style

Dans son édito du 20 octobre, « *Grèves : Charles Michel peut dire merci aux syndicalistes* », Béatrice Delvaux propose une première description des actions de la veille. Il est utile de souligner les différents effets de style qu'elle utilise à cette occasion, en ce qu'ils témoignent d'un positionnement assez explicite, jusque dans son langage. Elle fait en effet de fréquentes remarques ironiques, soulignant que l'action syndicale touche à « l'art de se rendre impopulaire » ou encore « la « petite nouveauté » du blocage de l'autoroute ». Ce blocage dont « on ne parle même pas » - tellement le caractère particulièrement inacceptable d'une telle action semble claire à l'éditorialiste -, s'annonce donc d'ores et déjà, avant même l'annonce du décès de la touriste danoise, comme un « problème ». « Il est évident qu'hier, les syndicalistes n'ont pas gagné des points » assène Béatrice Delvaux. Comment le sait-elle ? Elle le sait car « même les plus empathiques » seront forcément « mécontents » par les actions, car « il y a de quoi ». « Il suffisait d'entendre cette interlocutrice à la radio », ajoute-t-elle, en guise de démonstration, trouvant dans cette interlocutrice mystère, anonyme, la porte-parole évidente des évidentes opinions de la masse de l'opinion publique.

Cette opinion publique est d'ailleurs majoritaire, et est proche d'une autre instance : la « population ». « Les syndicats doivent prendre garde de miner leur capacité à représenter une population, pour ne plus être vus que comme le porte-voix d'une "corporation" ». La population, dont les syndicats ne savent pas ce qu'elle veut, Béatrice Delvaux s'en fait la porte-voix pour mieux

intimer des injonctions, car la population a raison. *Argumentum ad populum* par excellence, lui permettant d'adopter le ton sévère d' l'institutrice chargée de corriger les garnements syndicaux. Ou plus exactement, les autorités syndicales, qui sont directement mises en porte-à-faux par rapport à leur base : l'éditorialiste l'affirme : le rôle des directions est de faire montre d'une capacité « à maîtriser des troupes qui ont déjà pu exprimer leur ras-le-bol et leurs revendications lors d'une manifestation de grande ampleur la semaine dernière à Bruxelles ». Ainsi piégées, les autorités syndicales sont donc obligées de présenter des excuses, mais aussi, de tancer « leur base », au nom de la sacro-sainte opinion publique de l'éditorialiste.

L'édito du 22 octobre, « Blocage de la E40 : la mort qui responsabilise », se veut plus sobre. Il s'ouvre d'ailleurs sur une question : « Peut-on faire des actions au risque de mettre la vie des gens en danger ? ». Question toute rhétorique bien sûr, posant d'emblée une alternative infernale, mais question tout de même. On sent la prudence dans cette question qui aurait tout aussi bien pu être une injonction. Ensuite, pour déployer son argumentaire, l'éditorialiste enchaîne les références à des catégories générales (sans jamais dévoiler ses sources, on supposera par souci de leur protection) : « nombre de spécialistes », « les citoyens », autant de catégories abstraites amenées à se prononcer pour donner des pistes de réponse.

On souligne au passage que lesdits citoyens « n'ont pas l'habitude d'être confrontés » à des blocages, en tout cas c'est clair pour Mme Delvaux, qui a manifestement peu suivi les conflits sociaux faisant suite au déclin de l'industrie lourde dans le bassin liégeois. Et puisqu'ils n'ont pas l'habitude, forcément, le blocage est problématique : ce n'est pas l'usage. Mais c'est dans l'évocation du « tragique décès » et de « la réaction (syndicale qui) a choqué » que l'émotion pointe à nouveau, ouvrant le champ à un vocabulaire de l'émotion, « choqué », « tragique » accompagnent le « pressentiment » que quelque chose a changé. Qu'il y a eu rupture, d'ailleurs Marc Goblet s'est retrouvé « poussé dans ses retranchements ». Et cette rupture permet à nouveau le retour à l'injonction : « il n'est plus possible aujourd'hui ... », « il devient par contre impératif d'imposer des lignes rouges à ne pas franchir ». Ainsi, le détour par l'émotion permet finalement de répondre clairement à la question de départ : il faut des mesures empêchant à ces « irresponsables » de prendre des *risques* quant à la vie des gens. C'est ce que veulent les « citoyens », donc l'opinion publique de Béatrice Delvaux.

### Les éléments manquants

On pourrait se poser la question autrement : mais dans le fond, dans le récit mythique, marqué par ces effets de style, où sont les faits ? Il nous faut d'abord et avant tout soulever quelques fausses évidences, quelques éléments qui finalement ne semblent pas aussi clairs que le commentaire autorisé d'une éditorialiste peut le laisser accroire.

Le blocage a-t-il vraiment entraîné la mort ? Personne ne le sait, et l'enquête ne fait que commencer : n'anticipe-t-on pas ici le procès, avec une présomption de culpabilité comme prémisse ? Surtout, poser cette question, n'est-ce pas isoler un facteur d'une énorme chaîne de causes ? L'action et la réaction syndicale est-elle vraiment inhumaine ? Ou au contraire, ne témoigne-t-elle pas justement d'une détresse particulièrement humaine ? L'événement est-il vraiment critique ou n'est-ce pas un effet performatif (autoréalisant) du discours médiatique de le considérer comme tel ? Et qu'en est-il de la description des faits : peut-on vraiment évoquer un « blocage intégral » lors que le chirurgien est *in fine* passé, certes tard ?

On se rend alors compte qu'il manque nombre d'informations dans le commentaire autorisé : les causes de l'action – qui parle des revendications syndicales ? Qui les commente autrement que par des petites phrases ? Qui a donné la parole aux acteurs mêmes de l'action ?, la description du contexte – un gouvernement qui ignore ouvertement les grandes manifestations qui dépassent en

nombre toutes les attentes des autorités syndicales, la mise en perspective historique – qui montre que les barrages sont des actions qui ne sont ni exceptionnelles, ni extrêmes. Mais aussi : comment fonctionnent les hôpitaux, comment leur fonctionnement a évolué sous l’impact de stratégies d’économie et de flexibilisation des « ressources humaines » ? Comment évolue leur cadre d’action, notamment en termes de responsabilité juridique par rapport aux patients. Plus spécifiquement, comment l’hôpital en question est-il géré - est-ce normal de dépendre d’un chirurgien de garde qui se déplace en cas d’urgence, avec tous les risques d’accident que cela peut représenter ? Enfin, qui a intérêt dans la plainte, ne peut-on y voir la persistance du clivage entre piliers chrétien (l’hôpital) et socialiste (la FGTB) ?

Tous ces éléments sont indispensables pour pouvoir finalement offrir une approche dépassant les formules incantatoires. Mais là n’est sans doute pas l’objet dans les discours médiatiques entourant le blocage : l’objet est bien de créer un mythe.

### Résister au pouvoir des mythes

Le petit exercice de déconstruction auquel nous venons de nous adonner n’a pas pour objet de donner un « mode d’emploi » de l’analyse du discours de pouvoir : il a pour objet de tenter, autant que faire se peut, d’identifier les brèches ouvertes dans ce discours qui laissent entrevoir les dynamiques qui lui sont sous-jacentes. Nous n’avons fait que lui poser des questions, notre exercice est donc très imparfait : pour pouvoir vraiment le déconstruire, nous aurions dû nous intéresser par exemple au processus d’institution des éditorialistes, à ce qui fait qu’on leur reconnaît à un moment une *autorité* pour tenir leur discours. Car les mêmes mots dans une discussion de comptoir ou dans l’édito d’un journal n’ont pas les mêmes effets, tout dépend du statut de celui ou celle qui les énonce, du fait que le locuteur soit ou non *légitime* dans le champ général des rapports sociaux.

Cependant, la simple analyse sémiologique, doublée d’une série de questions qui en émergent, suffit à dégonfler la dimension stupéfiante, implacable, naturelle... du mythe, qui fait que nous croyons souvent à la « magie » des mots du pouvoir. Première mesure de résistance à un pouvoir sorcier, elle permet en effet de ne plus le « craindre », c’est-à-dire de ne plus donner foi dans sa force. Il y a là, à n’en pas douter, une étape indispensable à fournir pour arriver à s’en émanciper.